# L'empire mondial de la santé de Bill Gates promet toujours plus d'empire et moins de santé

Par <u>Jeremy Loffredo</u> et <u>Michele Greenstein</u> Mondialisation.ca, 16 juillet 2020 <u>The Gray Zone</u> 8 juillet 2020

Url de l'article:

https://www.mondialisation.ca/lempire-mondial-de-la-sante-de-bill-gates-promet-toujours-plus-dempire-et-moins-de-sante/5647464



Derrière un voile de relations publiques menées par les médias, la Fondation Gates a servi de véhicule au capital occidental tout en exploitant les pays du Sud comme laboratoire humain. La pandémie de coronavirus va probablement intensifier ce programme inquiétant. L'annonce par le président Donald Trump, ce juillet, du retrait des États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé un processus qui aura un impact considérable sur l'avenir de la politique de santé publique mondiale — et sur la fortune de l'un des personnages les plus riches du monde

L'abandon de l'OMS par les États-Unis signifie que le deuxième contributeur financier de l'organisation, la Fondation Bill & Melinda Gates, va bientôt devenir son premier donateur, ce qui donnera à l'empire international de cette ONG une influence sans précédent sur l'une des plus importantes organisations multilatérales du monde.

Bill Gates a acquis un simili-statut de héros pendant la pandémie. Le Washington Post l'a qualifié de « champion des solutions fondées sur la science », tandis que le New York Times l'a récemment salué comme « l'homme le plus intéressant du monde ». Gates est également la vedette d'une série de documentaires à succès de Netflix, « Pandémie », sortie quelques semaines avant que le coronavirus ne frappe les États-Unis, et produite par une correspondante du New York Times, Sheri Fink, qui avait travaillé auparavant dans trois organisations financées par Gates (Pro Publica, la New America Foundation et l'International Medical Corps).

Le tsunami d'éloges des médias grand public à Gates à l'ère du Covid-19 a repoussé l'examen minutieux du milliardaire et de ses machinations à <u>l'extrême droite</u> de <u>l'échiquier politique</u>, où il peut être rejeté par les gens de gauche comme autant de divagations complotistes des Trumpistes et des charlatans de Q-Anon.

Mais au-delà de la manne que représente Gates pour les firmes de relations publiques, ce qui se passe devrait susciter des inquiétudes : encore faudrait-il savoir si les plans de sa fondation pour résoudre la pandémie profiteront au public mondial autant qu'ils étendent et consolident son pouvoir sur les institutions internationales.

La Fondation Gates a déjà privatisé l'organisme international chargé de créer la politique de santé, le transformant en véhicule de domination des entreprises privées. Elle a facilité le déversement de produits toxiques sur les populations du Sud, et a même utilisé les pauvres du monde comme cobayes pour des expériences sur les médicaments.

L'influence de la Fondation Gates sur la politique de santé publique est pratiquement fondée sur le fait de s'assurer que les règles de sécurité et autres fonctions de régulation gouvernementales soient suffisamment affaiblies pour être contournés. Elle agit donc contre l'indépendance des États-nations et comme véhicule pour le capital occidental.

« A cause de la Fondation Gates, j'ai vu la souveraineté de gouvernement après gouvernement chuter », a déclaré le Dr Vandana Shiva, chercheur et fondateur de la Fondation de recherche pour la science, la technologie et l'écologie, basée en Inde, au journal Grayzone.

#### S'agit-il de sauver le monde ?

La Fondation Bill & Melinda Gates est la plus grande fondation privée sur Terre, avec plus de <u>51 milliards de dollars</u> d'actifs à la fin 2019. Bill Gates affirme que sa fondation consacre la majorité de ses ressources à <u>« réduire les décès</u> dus aux maladies infectieuses », et grâce à cette philanthropie, il semble s'être acheté un nom en tant <u>qu'expert</u> en maladies infectieuses.

Les réseaux de médias grand public ont déroulé le tapis rouge pour Gates alors qu'il conseillait le monde sur la manière de contrôler l'épidémie de Covid-19. Au mois d'avril, alors que le virus touchait durement les États-Unis, il a été accueilli par <u>CNN</u>, <u>CNBC</u>, <u>Fox</u>, <u>PBS</u>, <u>la BBC</u>, <u>CBS</u>, <u>MSNBC</u>, <u>The Daily Show</u> et <u>The Ellen Show</u>. Sur la BBC, Gates <u>s'est décrit</u> comme un « expert en santé », malgré son absence de diplôme universitaire, que ce soit en médecine ou dans tout autre domaine.

Les apparitions médiatiques du milliardaire sont filmées sous un <u>seul et unique angle</u>censément indéniable : Si les dirigeants mondiaux <u>écoutaient Gates</u>, le monde serait mieux équipé pour lutter contre la pandémie. Comme l'a <u>demandé</u> le magazine de mode Vogue, « Pourquoi Bill Gates ne dirige-t-il pas le groupe de travail sur le coronavirus ?

Alors, à quoi ressemble la réponse au COVID dirigée par Gates ?



## La solution ultime

Selon Bill Gates, la création et la distribution d'un vaccin du Covid-19 à tous les habitants de la Terre est « <u>la solution ultime</u> » à l'épidémie. Le PDG de la Fondation Gates, <u>Mark Suzman</u>, s'est fait l'écho de ces sentiments en proclamant qu' « un vaccin efficace doit être mis à la disposition de 7 milliards de personnes ».

<u>Sur CNN</u> en avril, l'épouse de Bill Gates et co-directrice de sa fondation, Melinda Gates, a déploré être « tenue éveillée la nuit » par son inquiétude pour les populations vulnérables en Afrique et leur manque de préparation face à ce virus. En juin, elle a <u>déclaré</u> à Time Magazine qu'aux États-Unis, les Noirs devraient être les premiers à se faire vacciner.

Apporter un vaccin salvateur aux populations noires vulnérables d'Afrique et des États-Unis, puis à tous les habitants du monde, semble noble, et Bill Gates joint certainement le geste à la parole. En mars, il a <u>démissionné</u> de son poste au <u>conseil d'administration</u> de Microsoft et paraît « consacrer maintenant la majeure partie de son temps <u>à la pandémie ».</u>

La Fondation Gates, le « plus grand bailleur de fonds du monde pour les vaccins », a déjà <u>attribué</u> directement plus de 300 millions de dollars à la réponse mondiale au coronavirus. Elle a notamment <u>soutenu</u> les essais de vaccins réalisés par des sociétés comme Inovio Pharmaceuticals, AstraZeneca et Moderna Inc, qui <u>sont tous décrits</u> comme des <u>pionniers</u> dans la course au développement d'un vaccin contre le Covid-19.

La fondation a également <u>cofondé</u> et <u>finance</u> la Coalition for Epidemic Preparedness (<u>CEPI</u>), qui a investi jusqu'à <u>480 millions de</u> <u>dollars</u> dans « un large éventail de candidats au vaccin et de plates-formes technologiques ».

Malgré tout, il y a lieu d'être sceptique lorsqu'on examine la réalité de l'effort mondial de vaccination dirigé par Gates.

#### Conflits d'intérêts

En tant que deuxième personne la plus riche de la planète, Bill Gates n'a aucune raison d'avoir besoin de plus d'argent. C'est une réponse courante aux affirmations selon lesquelles la philanthropie de Gates n'est pas motivée uniquement par sa bonté innée. Mais malgré ces fréquentes descriptions de Gates « donnant » sa fortune, sa valeur nette a en fait doublé au cours des deux dernières décennies.

Dans le même temps, des preuves solides suggèrent que la Fondation Gates fonctionne comme un cheval de Troie pour les firmes occidentales, qui n'ont bien sûr pas d'autre objectif que l'augmentation de leurs profits.

Prenons l'exemple de la porte tournante entre la Fondation Gates et Big Pharma.

Penny Heaton, ancienne directrice du développement des vaccins à la Fondation et actuelle PDG de l'Institut de recherche médicale Bill & Melinda Gates, est issue des grands noms de la pharmacie que sont Merck et Novartis.

Le président pour la santé mondiale de la Fondation, <u>Trevor Mundel</u>, a occupé des postes de direction chez Novartis et Pfizer. Son prédécesseur, <u>Tachi Yamada</u>, avait été auparavant cadre supérieur chez GlaxoSmithKline (GSK).

Kate James a travaillé chez GSK pendant près de 10 ans, puis est <u>devenue directrice de la communication</u> de la Fondation. Les exemples sont légion.

De plus, la Fondation Gates investit directement dans ces entreprises.

<u>Depuis peu après</u> sa création, la fondation a pris des participations dans plusieurs sociétés pharmaceutiques. Une enquête récente de The Nation a révélé que la Fondation Gates <u>détient actuellement des actions et des obligations</u> de sociétés pharmaceutiques comme Merck, GSK, Eli Lilly, Pfizer, Novartis et Sanofi.

Le site web de la Fondation <u>déclare même franchement</u> qu'elle a pour mission de rechercher des « opportunités mutuellement profitables » avec les fabricants de vaccins.

### **Vaccine Discovery**

A number of problems plague the development of vaccines against infectious diseases, including insufficient quality and diversity of preclinical candidates, slow entry into and limited throughput in early-stage test-of-concept trials in humans, and the high cost of clinical trials. It typically takes 15 to 20 years to go from target discovery to deployment of a new vaccine even when the paradigm is well established, which is not the case for diseases such as HIV, TB, and malaria, for which new approaches are required.



We invest in technologies that can identify promising vaccine candidates and refine them before they enter costly and time-consuming late-stage clinical trials. We also invest in research to better understand the health factors that affect susceptibility to infectious diseases and vaccine efficacy, such as malnutrition and co-infections. Furthermore, we seek more effective models of collaboration with major vaccine manufacturers to better identify and pursue mutually beneficial opportunities.

Our vaccine discovery efforts focus on developing vaccine technologies and closing knowledge gaps to facilitate the

eradication of polio, testing a new strategy for developing next-generation malaria vaccines and transmission-blocking immunotherapeutics, developing a broadly effective HIV/AIDS vaccine, and enabling more rational and accelerated development of TB vaccine candidates.

Surligné en jaune : « En outre, nous recherchons des modèles plus efficaces de collaboration avec les principaux fabricants de vaccins afin de mieux identifier et mettre en œuvre les opportunités mutuellement profitables. »

Gates s'achète l'Organisation mondiale de la santé

L'OMS s'appuie sur deux sources de revenus. L'une sous forme de contributions obligatoires, ou de financements obligatoires des États membres des Nations unies, qui sont évalués en fonction de la population et du revenu de chaque pays. La seconde est constituée de contributions volontaires, qui peuvent être affectées à des causes spécifiques.

Les contributions volontaires affectées à telle ou telle cause représentent plus de 80 % du budget actuel de l'OMS. En d'autres termes, la plupart des fonds de l'OMS sont assortis de conditions.

Comme l'a déclaré à Grayzone le Dr David Legge, chercheur émérite en santé publique à l'École de santé publique de l'Université La Trobe de Melbourne, « les contributions obligatoires des États-nations ne couvrent en réalité que des coûts administratifs. Elles ne couvrent aucun des coûts des projets, ce qui signifie que tout le financement des projets dépend de donateurs. [Et] pratiquement tout l'argent des donateurs est totalement affecté à des projets spécifiques que les donateurs veulent financer ».

Grâce à ces contributions volontaires, l'OMS a reçu plus de 70 millions de dollars de l'industrie pharmaceutique en 2018 (la dernière année pour laquelle des données complètes sont disponibles). Entre-temps, la Fondation Gates a fourni à Big Pharma le véhicule parfait pour influencer l'OMS.

Rien qu'en 2018, la Fondation a donné 237,8 millions de dollars à l'OMS, ce qui en fait le deuxième plus gros contributeur après les États-Unis.

La Fondation finance également l'OMS indirectement par le biais de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI), un « partenariat public-privé » qui facilite la vente en gros de vaccins aux pays pauvres. La GAVI est le deuxième plus grand bailleur de fonds non étatique de l'OMS (après la Fondation Gates), et a donné 158,5 millions de dollars à l'OMS en 2018.

À la fin des années 1990, Bill Gates a parrainé des réunions qui ont conduit à la création de la GAVI, en la dotant de 750 millions de dollars de capital d'amorçage. À ce jour, la Fondation Gates a donné à la GAVI plus de 4.1 milliards de dollars, ce qui représente près de 20 % des fonds de la GAVI. Elle occupe également un siège permanent <u>au sein du conseil d'administration</u> de la GAVI.

La GAVI elle-même révèle que la Fondation Gates « joue un rôle à la fois technique et financier dans [ses] efforts pour façonner les marchés des vaccins ».



Citant l'exemple de la GAVI, le groupe militant <u>Global Health Watch</u> (Surveillance de la Santé mondiale) a expliqué que « d'autres acteurs de la santé mondiale rendent des comptes à la Fondation Gates, mais pas l'inverse ».

Si l'on additionne les contributions de la Fondation et de la GAVI à l'OMS, elles <u>sont supérieures</u>aux contributions du gouvernement américain, ce qui faisait de la Fondation Gates le principal parrain non officiel de l'OMS avant même la récente décision de l'administration Trump de se retirer de l'Organisation.

Pour la sociologue Allison Katz, qui a travaillé pendant 18 ans au siège de l'OMS, l'OMS « est devenue une victime de la mondialisation néolibérale ». En 2007, Allison Katz a écrit <u>une lettre ouverte</u> à la directrice générale de l'OMS de l'époque, Margaret Chan, dans laquelle elle critiquait les organismes publics qui « mendient auprès du secteur privé [et] auprès des fondations de célèbres « philanthropes » aux programmes variés, issus de l'industrie ».

Il est certain que la relation financière étroite de l'OMS avec une organisation privée ne pose problème que si elle repose sur des dons assortis de conditions. Et il semble que ce soit exactement ce qui se passe.

Comme la plupart des contributions de la Fondation Gates à l'OMS sont affectées à tel ou tel programme, l'OMS ne décide pas de la manière dont ces fonds sont dépensés – c'est la Fondation qui décide. Par exemple, le programme de l'OMS qui reçoit le plus d'argent est son programme d'éradication de la polio, parce que la Fondation Gates affecte la plupart de ses contributions à la polio.

De plus, l'ampleur des contributions financières de la fondation a fait de Bill Gates un dirigeant non officiel – bien que non élu – de l'Organisation. C'est pourquoi l'Assemblée mondiale de la santé, qui fixe l'ordre du jour de l'OMS, a adopté en 2012 un « Plan mondial pour les vaccins » dont le coauteur n'est autre que la Fondation Gates.

Selon le Dr David Legge, chercheur émérite à l'École de santé publique de l'Université La Trobe à Melbourne, les « dons » financiers de la Fondation Gates sont en fait un mécanisme de définition des programmes. Legge a déclaré à Grayzone que « ses contributions massives faussent totalement le type de priorités budgétaires que l'Assemblée mondiale de la santé souhaiterait voir ».

Selon Foreign Affairs, « peu d'initiatives politiques ou de normes établies par l'OMS sont annoncées avant d'avoir été officieusement vérifiées par le personnel de la Fondation Gates ». Ou, comme d'autres sources l'ont dit à Politico en 2017, « les priorités de Gates sont devenues celles de l'OMS ».

Dans un entretien avec Global Health Watch, un responsable de la politique de santé d'une grande ONG l'a dit dans ces termes : « Les gens à l'OMS semblent être devenus fous. C'est « oui monsieur », « oui monsieur », pour Gates sur tous les sujets ».

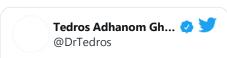
En 2007, le chef du programme de lutte contre le paludisme de l'OMS, le Dr Arata Kochi, avait <u>mis en garde</u> contre la domination financière de la Fondation Gates, arguant que son argent pourrait avoir « des conséquences étendues et largement imprévues ». Sept ans plus tard, Margaret Chan, alors directrice générale de l'organisation, a fait remarquer que le budget de l'OMS étant fortement affecté à des programmes divers, il est « déterminé par [ce qu'elle appelle] <u>les intérêts des donateurs</u> ».

Lorsque Tedros Adhanom Ghebreyesus est devenu directeur général de l'OMS en 2017, l'influence de Gates a été la cible de nouvelles critiques.

Tedros était auparavant membre du conseil d'administration de deux organisations fondées par Gates, auxquelles il a fourni des fonds de démarrage et qu'il continue de financer à ce jour : la GAVI et le <u>Global Fund</u>, dont Tedros était président du conseil d'administration.



Aujourd'hui, Tedros, le premier directeur général de l'OMS qui ne soit pas médecin, se retrouve à poster des tweets élogieux envers les éditoriaux de Bill Gates.



Great op-ed by @BillGates about the #COVID19 response. I thank him for his support of

(Tweet: Grand éditorial de @BillGates sur la réponse au #COVID19. Je le remercie pour son soutien à l'appel de @WHO (l'OMS) à la solidarité mondiale, à investir dans de nouveaux outils avant qu'il soit trop tard et à garantir un accès équitable.)

Un autre mécanisme que la Fondation Gates utilise pour influencer l'OMS est le Groupe stratégique consultatif d'experts (SAGE), le principal groupe consultatif de l'OMS pour les vaccins. Le <u>SAGE</u> est un conseil de 15 personnes légalement tenu de divulguer tout conflit d'intérêt éventuel.

Lors d'une récente réunion virtuelle, la moitié des membres du conseil ont cité leur connexion avec la Fondation Gates comme sources de conflits d'intérêts possibles.

L'influence de la Fondation dans l'arène internationale de la santé va bien au-delà de l'OMS. Une analyse de <u>23 partenariats</u> mondiaux pour la santé réalisée en 2017 a révélé que sept d'entre eux dépendaient entièrement du financement de la Fondation Gates. Neuf autres ont cité la Fondation comme principal donateur.

Comme <u>l'a fait remarquer</u> l'ONG britannique Global Justice Now, « l'influence de la Fondation est si omniprésente que de nombreux acteurs du développement international qui, dans d'autres circonstances, critiqueraient la politique et les pratiques de la Fondation, sont incapables de s'exprimer de manière indépendante en raison de son financement et de son parrainage ».

« La Banque mondiale et le FMI ressemblent à des nains devant la Fondation Gates, en termes de pouvoir et d'influence », a fait remarquer le Dr Vandana Shiva à Grayzone.



#### Le formatage des médias

La Fondation Gates a également utilisé sa richesse pour influencer la couverture médiatique des politiques de santé mondiale – et peut-être pour étouffer les critiques envers ses activités les plus douteuses.

La fondation a fait <u>don de millions</u> à des grands médias, dont NPR, PBS, ABC, la BBC, Al Jazeera, le <u>Daily Telegraph</u>, le <u>Financial Times</u>, Univision et le <u>Guardian</u>. En fait, toute la section <u>« Développement mondial »</u> du <u>Guardian</u> a été rendue possible grâce à un partenariat avec la Fondation Gates.

La fondation a également investi des millions dans la formation de journalistes et dans la recherche de moyens efficaces pour élaborer des récits médiatiques laudateurs. Selon le Seattle Times, « les experts formés dans le cadre des programmes financés par la Fondation Gates rédigent des articles qui paraissent dans des médias allant du New York Times au Huffington Post, tandis que les portails numériques brouillent la frontière entre le journalisme et la propagande ».

En 2008, le responsable de la communication de PBS NewsHour, Rob Flynn, a expliqué qu' « il n'y a pas grand-chose que vous pourriez aborder en matière de santé mondiale, de nos jours, qui n'aurait pas une sorte de tentacule de Gates ». C'était à peu près à l'époque où la Fondation a donné 3,5 millions de dollars à NewsHour pour établir une unité de production spécialisée dans le reportage sur les questions importantes de santé mondiale.

Mickey Huff, le président de la Media Freedom Foundation (Fondation pour la liberté des médias), a déclaré à Grayzone que la Fondation Gates exerce une influence typique des fondations qui travaillent par l'intermédiaire de sociétés de relations publiques, de subventions et de dotations de professeurs. « En bref, » a déclaré Huff, « Edward Bernays serait fier des succès de ce type de propagande. » [\*]

Il n'est donc pas étonnant que la couverture médiatique de la fondation soit si positive dans les médias grand public, ou que ses

activités les plus louches dans les pays du Sud soient si méconnues.

Jeremy Loffredo Michele Greenstein

Paru sur The Grayzone sous le titre Why the Bill Gates global health empire promises more empire and less public health

Traduction Corinne Autey-Roussel pour <u>Entelekheia</u> Photo Gerd Altmann / Pixabay

[\*] Note de la traduction : Pour en savoir plus sur Edward Bernays, le « père des relations publiques » et la manipulation de l'opinion publique dans les démocraties occidentales actuelles, voir le documentaire « Propaganda – La fabrique du consentement » (Production Arte). Ou, pour ceux qui préfèrent l'écrit, voir « Une Brève histoire de la propagande ».

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © Jeremy Loffredo et Michele Greenstein, The Gray Zone, 2020

# L'empire mondial de la santé de Bill Gates, deuxième partie

Par <u>Jeremy Loffredo</u> et <u>Michele Greenstein</u> Mondialisation.ca, 19 juillet 2020 <u>The Grayzone</u> 8 juillet 2020

Url de l'article:

https://www.mondialisation.ca/lempire-mondial-de-la-sante-de-bill-gates-deuxieme-partie/5647540



Dans la <u>première partie</u>, nous apprenons comment la Fondation Bill & Melinda Gates travaille à étendre l'influence de l'industrie pharmaceutique auprès de l'OMS, qu'elle contrôle, et des gouvernements du monde.

#### Un deux poids, deux mesures mortel

Depuis plus de 20 ans, la Fondation Gates contribue à l'élaboration de politiques de santé mondiales pour les pays pauvres, principalement en Afrique et en Asie du Sud. Ses relations étroites avec l'industrie pharmaceutique semblent avoir influencé ce travail.

Alors que la déclaration de mission de la fondation stipule, « nous voyons une valeur égale dans toutes les vies », une exploration de son histoire récente prouve le contraire. La fondation semble considérer le Sud comme un dépotoir à traitements jugés trop dangereux pour le monde développé et un terrain d'essai pour les traitements qui ne sont pas encore jugés assez sûrs pour le monde développé.

Le vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC) est le « fleuron du programme africain de vaccination de Bill Gates et de l'OMS ». Il s'agit d'un lot de trois vaccins administrés à pratiquement tous les enfants du continent africain, mais qui n'est actuellement pas administré aux États-Unis ni dans la plupart des autres pays développés.

Dès 1977, une étude publiée par des professionnels de la médecine britannique dans le <u>Lancet</u> a établi que les risques liés à l'injection de cellules entières de coqueluche (utilisées dans le vaccin DTC) sont plus importants que les risques associés à la contraction de la coqueluche. Après avoir rassemblé des preuves établissant un lien entre le médicament et des <u>lésions cérébrales</u>, des <u>convulsions</u> de type épileptique et même <u>la mort</u>, les États-Unis et d'autres pays occidentaux l'ont progressivement <u>abandonné</u> dans les années 1990 et l'ont <u>remplacé</u> par une version plus sûre (appelée DTaP) qui ne contient pas la cellule entière de la coqueluche.

Cependant, les nations africaines sont toujours <u>incitées</u>financièrement à continuer d'utiliser le vaccin DTC, obsolète et dangereux, la GAVI faisant du DTC <u>une priorité</u> pour les enfants africains.

Il est choquant de constater qu'<u>une étude de 2017</u> financée par le gouvernement danois a conclu que plus d'enfants africains mouraient des effets secondaires mortels du vaccin DTC que des maladies qu'il permet de prévenir. Les chercheurs ont examiné les données de la Guinée-Bissau et ont conclu que les garçons mouraient à un taux presque quatre fois plus élevé (3,93) que ceux qui n'avaient pas reçu le vaccin, tandis que le taux de mortalité des filles s'élevait à presque dix fois la normale (9,98).

Ces chiffres effarants n'ont pourtant pas empêché la Fondation Gates de <u>dépenser des millions</u> par an pour promouvoir le vaccin DTC auprès des systèmes de santé africains.



Il n'y a peut-être pas d'élément plus célèbre du travail de la Fondation Gates que son effort d'<u>éradication de la polio</u>. Pourtant, une fois de plus, les médicaments contre la polio que le monde occidental utilise et ceux qui sont donnés aux pays du Sud sont radicalement différents.

La fondation a dépensé plus d'un milliard de dollars pour distribuer un <u>vaccin oral contre la polio</u> (VOP) qui contient un virus vivant de la polio aux pays africains et asiatiques. Ce virus vivant peut se répliquer dans l'intestin d'un enfant et se propager dans des zones où les conditions sanitaires et la plomberie sont mauvaises. Cela signifie que les gens peuvent contracter le virus à partir du vaccin.

Selon <u>une étude réalisée en 2017</u> par l'université de Californie San Francisco et l'université de Tel-Aviv, le virus de la polio utilisé dans le VOP a justement fait cela dans au moins deux douzaines de cas examinés par les chercheurs – il a rapidement pris des forces et a commencé à se propager de lui-même.

Ces dernières années, <u>plus d'enfants</u> ont été paralysés par la souche vaccinale du virus du VOP que par la polio de la région. Dans <u>une interview accordée à NPR</u>, le professeur de microbiologie Raul Andino a déclaré : « C'est en fait une énigme intéressante. L'outil même que vous utilisez pour l'éradication de la polio est à l'origine du problème ».

En 2000, les États-Unis ont cessé d'utiliser le VOP. Mais dans le monde en développement, la Fondation Gates <u>utilise</u> ses instruments d'influence pour s'assurer que les gouvernements continuent de l'administrer.





Les dernières épidémies de polio aux Philippines et au Congo sont le résultat du VOP. En 2005, le Clinical Infectious Diseases Periodical d'Oxford a postulé que les épidémies de polio en Chine, en Égypte, en Haïti et à Madagascar étaient également causées par le VOP, déclarant que « le moment où la seule cause de la polio sera probablement le vaccin utilisé pour la prévenir est en vue ».

Quelques années plus tard, le même périodique, tout en affirmant que les pays en développement devraient passer au <u>vaccin</u> <u>anti-polio inactif (VPI)</u> que les États-Unis utilisent, a écrit que le VOP ne donne pas seulement la polio aux enfants, mais « semble également inefficace pour enrayer la transmission de la polio ».

Comme l'a rapporté le British Medical Journal en 2012, « les derniers programmes de vaccination de masse contre la polio [en Inde] menés par la Fondation Bill et Melinda Gates ont entraîné une augmentation des cas [de polio] ».

Selon les médecins indiens, le VOP provoque également des épidémies d'une autre maladie appelée paralysie flasque aiguë (PFA) non poliomyélitique. Après qu'une épidémie de PFA ait paralysé 490 000 enfants entre 2000 et 2017, des médecins ont publié un rapportsuggérant que « l'augmentation de la PFA et la diminution ultérieure de ces cas étaient, de fait, un effet négatif du programme de vaccination contre la polio [de l'OMS] ».

La PFA est « cliniquement indiscernable de la polio mais <u>deux fois plus mortelle</u>« . Keith Van Haren, neurologue pour enfants à la Stanford School of Medicine <u>explique</u> que « cela ressemble en fait à la polio, mais ce terme effraie les gens de la santé publique ».

En 2012, le British Medical Journal a <u>noté</u> avec ironie que l'éradication de la polio en Inde « a été réalisée en rebaptisant la maladie »

Cette même année, l'Indian Journal of Medical Ethics a observé à la fois des épidémies de polio dues à des vaccins et l'augmentation massive de la PFA. Il a comparé les efforts d'éradication en Inde à l'occupation de l'Irak, en déclarant :

Lorsque les États-Unis se sont enlisés en Irak en 2005, Joe Galloway a suggéré que les États-Unis devaient simplement déclarer qu'ils avaient gagné la guerre, puis se retirer. Le moment est peut-être venu d'adopter une stratégie aussi honorable en ce qui concerne l'éradication de la polio ».

Cependant, la Fondation Gates et l'OMS ont maintenu leur cap, en distribuant le VOP dans des pays comme le Nigeria, le Pakistan et l'Afghanistan, où la fondation affirme que l'OMS fournit maintenant « un niveau d'assistance technique sans précédent » pour les campagnes de vaccination contre la polio.

En Syrie, la GAVI, soutenue par la Fondation Gates, avait affecté 25 millions de dollars à la vaccination contre la polio en 2016. Un an plus tard, l'OMS a rapporté que 58 enfants en Syrie avaient été paralysés par la souche du virus dérivée du vaccin.

Malgré le consensus scientifique contre le VOP et l'opposition à de tels programmes dans les pays cibles, le VOP reste administré en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud dans le cadre de programmes d' « aide », créant des bénéfices exceptionnels pour des géants pharmaceutiques qui n'auraient peut-être pas pu vendre leurs produits ailleurs.

#### Des traitements rejetés par l'Occident pour une illusion de choix chez les femmes africaines

La pratique de la Fondation Gates qui consiste à injecter des médicaments dangereux dans les systèmes de santé du Sud ne se limite pas aux vaccins. Elle contribue également à la distribution de contraceptifs réversibles à longue durée d'action (acronyme américain LARC).

Melinda Gates parle souvent des LARCs comme d'un moyen d'apporter une autonomie aux femmes des pays pauvres et leur permettre plus de contrôle sur leur vie. Cependant, certains de ces LARCs ont des effets néfastes, et la distribution de ces produits sans consentement éclairé n'offre aux femmes que peu d'autodétermination.

Un exemple est le Norplant, un implant contraceptif fabriqué par Schering (aujourd'hui Bayer) qui peut empêcher une grossesse jusqu'à cinq ans. Il a été retiré du marché américain en 2002, après que plus de 50 000 femmes aient intenté des poursuites contre la firme et les médecins qui l'avaient prescrit. 70 de ces <u>recours collectifs</u> concernaient des effets secondaires tels que des dépressions, des nausées incoercibles, une chute de cheveux, des kystes ovariens, des migraines et des saignements excessifs.

Un site web sur le développement humain appelé « Degrees », <u>financé</u> par la Fondation Gates, <u>affirme</u> que le Norplant « n'a jamais eu beaucoup d'attrait au niveau mondial » parce que l'insérer et le retirer « s'est avéré lourd ».

Légèrement modifié et rebaptisé Jadelle, ce médicament dangereux a été promu en Afrique par la Fondation Gates, en <u>collaboration</u> avec <u>l'USAID</u> et EngenderHealth. Anciennement appelée la Ligue de Stérilisation pour l'Amélioration de l'Homme, la mission originale d'EngenderHealth, inspirée par la pseudo-science raciste de l'eugénisme, était d' « <u>améliorer</u> le matériel génétique de la race humaine ». Le Jadelle n'est pas approuvée par la FDA pour être utilisée aux États-Unis.

Ensuite, il y a le Depo-Provera de Pfizer, un contraceptif injectable utilisé dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie. La Fondation Gates et <u>l'USAID</u> ont de nouveau collaboré pour financer la distribution de ce médicament et l'introduire dans les systèmes de santé de pays comme l'Ouganda, le Burkina Faso, le Nigeria, le Niger, le Sénégal, le Bangladesh et l'Inde.

En 2012, Melinda Gates avait promis de fournir des contraceptifs comme le Depo-Provera, qui coûte entre 120 et 300 dollars par an, à au moins 120 millions de femmes d'ici 2020. En 2017, Melinda Gates <u>a écrit un article</u> sur Medium dans lequel elle indiquait qu'elle et ses partenaires étaient sur la bonne voie pour tenir cette promesse, et promettait 375 millions de dollars de fonds supplémentaires pour y parvenir. Cela signifie que <u>Pfizer</u> a gagné entre 14 et 36 milliards de dollars grâce à ce programme.

Il est inquiétant de constater que l'ingrédient actif du Depo-Provera – l'acétate de médroxyprogestérone (MPA) – a été associé à des

effets secondaires tels que la formation de <u>caillots de sang</u> dans les poumons, des cas de <u>cécité</u> et de <u>cancer du sein</u>, qui peuvent mettre la vie en danger.

La version unidose de Pfizer, appelée Sayana Press, est destinée à être administrée par des « agents de santé communautaires » [formés à injecter le contraceptif, NdT]. Au Sénégal, cependant, <u>près de la moitié</u> de ces travailleurs étaient de niveau sixième, pas plus.

Le ministère sénégalais de la santé a été contraint de modifier ses lois afin que les travailleurs de la santé puissent distribuer légalement le médicament. Selon le Population Research Institute, les ONG financées par l'USAID ont « tordu le bras au gouvernement » pour qu'il prenne cette décision.

En outre, les <u>dépliants</u> de formation du Sayana Press ne fournissaient pas d'informations sur les effets secondaires du MPA, ce qui constitue une violation des principes du consentement éclairé. Selon les directives de l'OMS, le MPA ne doit pas être utilisé par les femmes souffrant de troubles rhumatismaux. Mais les <u>listes de contrôle</u> des patients en Ouganda, financées par l'USAID, n'indiquaient pas aux agents de santé de demander aux femmes si elles avaient des antécédents de ces troubles.

<u>Les lignes directrices</u> pour formateurs des fournisseurs du Sayana Press ne mentionnent pas non plus que le médicament a été associé à une <u>perte de densité osseuse</u> et à un <u>risque accru</u> de fractures. Comme <u>l'a dit</u> le Population Research Institute, « La FDA exige que les femmes américaines soient informées de ce fait, mais les femmes africaines sont tenues dans l'ignorance ».

En 2015, 70 groupes féministes et universitaires indiens ont signé <u>une déclaration</u> contre l'approbation du Depo-Provera, citant des effets secondaires comme une perte excessive de densité osseuse, une prise de poids, des saignements excessifs et des dépressions. Selon leur déclaration, les organisations de femmes se sont toujours opposées à l'introduction de contraceptifs dangereux comme ceux-ci, et qu' « il y a des risques pour que les femmes ne reçoivent pas suffisamment d'informations pour choisir une méthode contraceptive de façon éclairée ».

En dépit d'une opposition générale au niveau national et de preuves de plus en plus nombreuses d'effets secondaires négatifs, la Fondation Gates continue de travailler avec l'USAID pour distribuer des médicaments comme le Depo-Provera.

#### Les pays du Sud, un vivier de cobayes

Les canaux d'influence de Bill Gates ont également contribué à tester des drogues sur des personnes dans les pays pauvres.

Avant qu'un médicament puisse être vendu au public, la FDA et des agences similaires en Europe exigent que la firme productrice teste le médicament sur des sujets humains. La troisième et dernière phase de ces tests avant que le médicament puisse être mis sur le marché est la <u>phase III</u> des essais cliniques, au cours de laquelle les entreprises sont tenues d'administrer le médicament à un grand nombre de personnes dans le cadre d'études contrôlées.

On estime qu'environ 90 % des coûts de développement des médicaments sont engagés dans les essais de phase III. Mais ces firmes peuvent contourner des coûts en menant les essais dans les pays dits « en développement ».

Cette stratégie de réduction des coûts a été <u>résumée</u> par la société de conseil américaine <u>McKinsey</u>, qui a suggéré d'inclure les « marchés émergents » dans les essais de médicaments afin de réduire « une importante perte de revenus ».

Il n'est donc pas surprenant que la Fondation Gates, un client de McKinsey, ait ouvertement déclaré que son « objectif » était d'aider les sociétés pharmaceutiques à sauter les tests de sécurité et à accélérer le processus d'approbation des médicaments pour les firmes pharmaceutiques. Ou, comme <u>ils l'ont dit</u>, « d'affiner les interventions potentielles telles que les candidats-vaccins avant qu'ils n'arrivent à l'étape des essais cliniques de dernière phase, qui sont coûteux et prennent beaucoup de temps ».

Si la réalisation d'essais cliniques sur les pauvres est financièrement avantageuse, elle peut aussi être dangereuse. Citant de nombreux exemples de ce danger, un journal sud-africain a un jour <u>déclaré</u> : « Nous sommes les cobayes des fabricants de médicaments ».

De 2009 à 2011, les essais cliniques de phase III du premier vaccin contre la malaria – <u>financé</u> par la Fondation Gates et fabriqué par GSK – ont eu lieu dans sept pays africains (Ghana, Kenya, Malawi, Mozambique, Burkina Faso, Gabon et Tanzanie).

En 2011, les propres données de GSK ont montré que les enfants de sexe féminin mouraient (de causes diverses) à un taux plus de deux fois supérieur à celui du groupe de contrôle. Les enfants ayant reçu le vaccin présentaient également un risque de méningite dix fois plus élevé que ceux qui n'avaient pas reçu le vaccin.

Pourtant, l'OMS <u>coordonne toujours</u> l'administration du médicament à plus de 700 000 enfants au <u>Ghana</u>, au <u>Kenya</u> et au <u>Malawi</u>, dans le cadre d'un essai clinique non officiel qu'elle appelle une <u>« mise en œuvre pilote »</u>. (C'est le SAGE, aligné sur la décision de Gates, qui a recommandé la mise en œuvre pilote).

Comme <u>ce produit</u> est administré aux enfants dans le cadre du programme de vaccination des pays, l'OMS affirme que le consentement est implicite. Mais les parents ne sont pas toujours informés des risques pour la sécurité, ce qui les rend, dans ce cas aussi, incapables de donner un consentement éclairé pour leurs enfants. Comme <u>le dit</u> le rédacteur en chef adjoint du British Medical Journal, « 'processus de consentement implicite' signifie que les receveurs du vaccin contre la malaria ne sont pas informés qu'ils font partie d'une étude ».

La Fondation Gates a également <u>financé</u> des essais cliniques du vaccin contre le virus du papillome humain (VPH) fabriqués par GSK et Merck. Ces vaccins ont été administrés à 23 000 jeunes filles dans des provinces indiennes reculées, dans le cadre d'une initiative du programme PATH (Program for Appropriate Health and Technology) <u>soutenu</u> par la Fondation Gates.

Une fois de plus, les participants à l'étude ont été privés de la possibilité de donner leur consentement en connaissance de cause, <u>car</u> « les avantages et les inconvénients de la vaccination n'ont pas été correctement communiqués aux parents/tuteurs ».

Selon le professeur Linsey McGoey de l'Université d'Essex, « la plupart des vaccins ont été administrés aux filles dans les ashrams pathshalas (internats pour enfants tribaux), contournant ainsi l'obligation de demander le consentement des parents pour les vaccins ».

Le PATH n'a pas non plus mis en place de <u>système</u> de collecte de retours sur les principales réactions indésirables aux vaccins, ce qui est légalement obligatoire pour les essais cliniques à grande échelle. L'Indian Committee on Health and Family Welfare (Comité indien sur la santé et le bien-être des familles) a poursuivi le PATH en justice pour cette transgression alléguée, l'accusant de violations des droits de l'homme et de <u>maltraitance d'enfants</u>. En 2013, un panel de deux juges <u>a observé</u> qu'alors que les entreprises

étrangères « traitent l'Inde comme un paradis pour leurs essais cliniques, cela s'avère un enfer pour l'Inde ».

Un commission d'enquête du Parlement indien a <u>déclaré</u> que le « seul but » du projet financé par Gates était de promouvoir « les intérêts commerciaux des fabricants de vaccins contre le VPH, qui auraient récolté des bénéfices exceptionnels si le PATH avait réussi à faire inclure le vaccin contre le HPV dans le programme global d'immunisation du pays ».

Le rédacteur en chef émérite du National Medical Journal of India a <u>approuvé</u> le rapport du panel, écrivant qu'il s'agissait d'un « cas évident où les Indiens ont été utilisés comme cobayes ».

Jeremy Loffredo Michele Greenstein

A suivre...

#### Première partie :



L'empire mondial de la santé de Bill Gates promet toujours plus d'empire et moins de santé

Traduction Corinne Autey-Roussel pour <u>Entelekheia</u> Photo Rapheal Nathaniel / Pixabay

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © Jeremy Loffredo et Michele Greenstein, The Grayzone, 2020

Print

## L'empire mondial de la santé de Bill Gates, troisième partie

Par <u>Jeremy Loffredo</u> et <u>Michele Greenstein</u> Mondialisation.ca, 20 juillet 2020 <u>The Grayzone</u> 8 juillet 2020

Url de l'article:

https://www.mondialisation.ca/lempire-mondial-de-la-sante-de-bill-gates-troisieme-partie/5647567



Ceci est la troisième partie d'une série.

Dans la <u>première partie</u>, nous apprenons comment la Fondation Bill & Melinda Gates travaille à étendre l'influence de l'industrie pharmaceutique auprès de l'OMS, qu'elle contrôle, et des gouvernements du monde.

Dans la <u>deuxième partie</u>, nous voyons comment la Fondation Bill & Melinda Gates écoule dans les pays pauvres des traitements et des vaccins non approuvés dans les pays développés parce que dangereux, parfois avec des résultats désastreux. Nous verrons aussi que l'annonce de Trump selon laquelle les USA se « retirent » de l'OMS n'est rien d'autre que de la communication à destination de ses électeurs : en fait, les USA continuent de régner sur l'OMS à travers la Fondation Gates et l'agence fédérale américaine USAID.

Dans cette troisième partie, nous verrons que la Fondation Gates travaille à vendre non seulement les traitements et vaccins de l'industrie pharmaceutique, mais aussi des semences OGM, sur lesquelles elle travaille en partenariat avec Monsanto.

Dans la <u>dernière partie</u>, nous apprendrons comment la Fondation Gates tente de faire tomber les garde-fous étatiques qui interdisent à l'industrie pharmaceutique occidentale de mettre des produits potentiellement dangereux sur le marché. Nous verrons aussi que l'administration Trump marche main dans la main avec Bill Gates.

#### L'affaiblissement des systèmes de santé publique des États

En plus de promouvoir des produits dangereux dans les pays pauvres, la Fondation Gates freine en fait l'amélioration des systèmes publics de santé et l'accès aux soins. Ainsi, les changements dans les déterminants sociaux et économiques de la santé passent au second plan au profit de solutions plus rentables et axées sur la technologie, comme les vaccins.

Ce phénomène se reflète dans le budget de l'OMS. La fondation est le principal contributeur au programme d'éradication de la polio de l'OMS, mais le principal bailleur de fonds du programme « systèmes de santé » de l'OMS est le gouvernement du Japon.

Selon Global Justice Now, l'accent mis par la fondation sur le développement de nouveaux vaccins détourne l'attention d'autres priorités sanitaires plus vitales telles que la mise en place de systèmes de santé solides.

Comme l'explique le Dr David Legge, Gates « a une vision mécaniste de la santé mondiale, en termes de recherche de remèdesmiracles ». Toutes les choses qu'il soutient sont largement présentées comme des remèdes-miracles... Cela signifie que les questions majeures identifiées à l'Assemblée mondiale de la santé ne sont pas abordées, y compris en particulier les déterminants sociaux de la santé et le développement des systèmes de santé ».

En 2011, Gates s'est exprimé à l'OMS en déclarant : « Dans les 193 États membres, vous devez faire des vaccins un élément central de vos systèmes de santé ».

Anne Emanuelle Birn, professeur de santé publique à l'Université de Toronto, a <u>écrit en 2005</u> que la fondation avait une « conception étroite de la santé en tant que produit d'interventions techniques divorcées des contextes économiques, sociaux et politiques ». « La Fondation Gates a longtemps défendu l'implication du secteur privé et de sa logique du profit dans la santé mondiale », a déclaré Mme Birn au journal The Grayzone.

L'un des hauts représentants de la GAVI a même <u>rapporté</u> que Bill Gates lui a souvent dit, lors de conversations privées, « qu'il est farouchement 'contre' les systèmes de santé » parce que c'est « un gaspillage complet d'argent ».

Ce phénomène est reflété également dans la manière dont l'agenda politique est établi à la GAVI. La GAVI se concentre également sur des interventions verticales en matière de santé, comme les vaccins, plutôt que sur des approches horizontales, comme la mise en place et la consolidation de systèmes de santé dans les pays pauvres.

<u>Un rapport</u> de Global Public Health décrit l' « approche Gates » des systèmes de santé, en analysant comment des projets ciblés sur des maladies comme les vaccins ont éclipsé les efforts déployés pour travailler sur les systèmes publics de santé. L'auteur de l'article, Katerini Storeng, a cité la GAVI comme un exemple de la façon dont « les initiatives de santé mondiale en sont venues à prendre en otage le débat sur la consolidation des systèmes de santé en faveur de leur approche spécifique de telle ou telle maladie ».

Selon un ancien collaborateur de la GAVI qui s'est entretenu avec Katerini Storeng, même l'ancien PDG de la GAVI, Julian Lob-Levitt, était conscient de « <u>l'absurdité</u> de campagnes de vaccination qui prennent quatre semaines à planifier, mettre en œuvre et compléter et qui, lorsqu'elles sont répétées huit fois par an, paralysent totalement le système de santé ».

À un moment donné, Lob-Levitt a commandé une série d'évaluations de la GAVI, qui ont permis de mettre en évidence les faiblesses des systèmes de santé et la nécessité de les renforcer. Cependant, selon les interviews de Storeng, « de nombreux acteurs puissants [au sein du conseil d'administration de la GAVI] ont fortement résisté à cette initiative », notamment l'USAID et la Fondation Gates

Storeng écrit qu'un membre du personnel de la GAVI lui a dit que la Fondation était « une voix très forte, parlant très haut, qui dit qu'elle ne croit pas au renforcement des systèmes de santé ».

Le rapport note également :

La réputation de Gates de « ne pas être très bon en matière d'écoute » a encouragé une approche non conflictuelle dans le domaine de la santé mondiale... Un ancien employé de la GAVI partisan du RSS [renforcement des systèmes de santé] a

raconté comment lui et ses collègues avaient l'habitude de « ranger les affiches du RSS » lorsque Bill Gates venait visiter le siège de la GAVI à Genève, car il est connu pour « détester cette partie » du travail de la GAVI.

La préférence de la fondation pour des systèmes de santé publique faibles et des solutions techno-centrées aux problèmes de santé publique ne se limite pas à son travail avec l'industrie pharmaceutique. Elle façonne également la politique dans le secteur crucial de l'alimentation.

Au début de cette année, Gates a <u>créé</u> un nouvel institut à but non lucratif basé à St. Louis, Missouri, où se trouve Monsanto. La fondation a déclaré que la nouvelle organisation, baptisée Gates Ag One, « permettra de faire progresser les semences résistantes et à haut rendement » et de les introduire dans « les cultures essentielles aux petits exploitants agricoles, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud ».

Bien que l'aide aux petits agriculteurs semble être une noble entreprise, la fondation s'est efforcée de garantir que les pays du Sud dépendent de l'industrie occidentale, que ce soit pour les médicaments, les semences de haute technologie ou les produits agrochimiques.

Une grande partie de cette activité a débuté en 2006, lorsque la Fondation Gates s'est associée à la Fondation Rockefeller pour donner naissance à l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (Alliance for a Green Revolution in Africa, AGRA). Gates a engagé 100 millions de dollars, tandis que la Fondation Rockefeller a réuni 50 millions de dollars.

L'approche de l'AGRA, qui a ouvert les marchés africains à l'agribusiness américain, est fondée sur la conviction selon laquelle la faim est due à un manque de technologies occidentales, plutôt qu'à des inégalités ou à de l'exploitation.

Selon <u>un rapport</u> de l'African Center for Biosafety, « il est frappant de constater qu'aucun de ceux qui sont à l'avant-garde de la révolution n'est africain. Tout comme le projet colonial en Afrique, cette nouvelle révolution est créée et ardemment défendue par des hommes blancs qui prétendent lutter pour libérer les Africains des griffes de la faim et de la pauvreté ».

Par le biais de l'AGRA, la Fondation fait pression pour l'introduction de semences et d'engrais brevetés et génétiquement modifiés (OGM). Si ces technologies aident les géants des semences et de la chimie comme Monsanto, elles sapent souvent la sécurité alimentaire.

Le Dr Vandana Shiva soutient que l'idée selon laquelle les cultures OGM augmentent les rendements est « scientifiquement fallacieuse ». D'autre part, la fondation s'assure une fois de plus que des ressources précieuses sont détournées de la recherche de solutions systémiques à la faim et à la pauvreté.

Comme l'affirme The Ecologist, Gates et Monsanto sont partenaires dans un « projet d'OGM inapproprié et frauduleux qui promeut une solution technique rapide avant de s'attaquer aux problèmes structurels qui créent la faim, la pauvreté et l'insécurité alimentaire ».

De plus, la Fondation Gates influence les gouvernements africains pour qu'ils modifient leurs lois afin de servir l'industrie agricole.

#### Selon Grain.org:

Au Ghana ... l'AGRA a aidé le gouvernement à revoir ses politiques en matière de semences dans le but d'identifier les obstacles à une plus grande implication du secteur privé. Grâce au soutien technique et financier de l'AGRA, la législation du pays en matière de semences a été révisée et une nouvelle loi sur les semences favorable aux entreprises privées a été adoptée à la mi-2010. Elle a notamment établi un registre des variétés aptes à la commercialisation. En Tanzanie, les discussions entre l'AGRA et les représentants du gouvernement ont facilité un changement politique majeur visant à privatiser la production de semences. Au Malawi, l'AGRA a aidé le gouvernement à réviser ses politiques commerciales et de fixation des prix du maïs ».

Commentant le rôle de Gates dans la refonte des marchés agricoles, Shiva a déclaré à The Grayzone : « Vous créez un nouveau champ, vous y investissez. Vous forcez les gouvernements à y investir, vous détruisez la réglementation. Vous détruisez les alternatives, vous attaquez les scientifiques. Et vous créez toute une machinerie au service de votre monopole. »

Comme dans le cas de Gates avec Big Pharma, ces démarches peuvent s'expliquer par les conflits d'intérêts apparents de la Fondation Gates. Et comme pour Big Pharma, les exemples ne cessent de se multiplier.

L'ancien directeur adjoint du programme agricole de la fondation, Robert Horsch, était auparavant cadre supérieur chez Monsanto, où il a travaillé pendant 25 ans. Horsch a dirigé l'équipe qui gère les subventions agricoles et, selon le Global Policy Forum, « on lui a demandé de rejoindre la Fondation Gates, notamment pour poursuivre les recherches qu'il menait à Monsanto ».

Sam Dryden, l'ancien directeur du programme agricole de la Fondation Gates, dirigeait auparavant deux des plus grandes entreprises de semences génétiquement modifiées, Emergent Genetics et Agragentics Corporation. En 2005, Emergent a été rachetée par Monsanto, où Dryden était resté pendant six mois.

Pendant qu'il était à la Fondation Gates, le Guardian l'a qualifié de « figure la plus puissante de l'agriculture des pays du Sud ».

<u>L'ancien responsable</u> du programme agricole de la Fondation Gates, Don Doering, était auparavant <u>membre fondateur</u> du Conseil consultatif sur les biotechnologies de Monsanto. Doering a <u>mené</u> une équipe de développement agricole qui dirigeait de l'argent vers « l'aide aux agriculteurs pauvres en Afrique sub-saharienne et en Asie ».

Il y a aussi Florence Wambugu, qui a écrit le livre « Modifying Africa » et qui a été appelée « une apôtre de Monsanto en Afrique ». Après avoir reçu une bourse de l'USAID, Wambugu est devenue chercheuse à Monsanto. Elle a ensuite été nommée au Conseil du développement mondial de la Fondation Gates.

Comme pour plusieurs de ses entreprises pharmaceutiques, la Fondation Gates travaille avec l'USAID dans le secteur de l'agriculture. Pamela K. Anderson, l'actuelle directrice du développement agricole de la Fondation Gates, siège actuellement au conseil d'administration de l'USAID.

<u>22.000 enfants</u> meurent *chaque jour* à cause de la pauvreté. Pourtant, les causes socio-économiques des problèmes de santé peuvent être négligées lorsque les intérêts de l'industrie prennent le dessus. C'est ce qui se passe avec la primauté de la Fondation Gates dans l'arène de la santé mondiale.

En bref, le leadership de la fondation dans ses précédents efforts de santé mondiale montre une allégeance non pas à la santé publique, mais aux impératifs du capital occidental. Elle préfère ne pas renforcer les systèmes de santé, mais s'assurer que les nations restent dépendantes de Big Pharma et/ou de l'agri-business aussi longtemps que possible.

C'est à cette lumière que l'on peut comprendre le leadership de Gates dans la lutte mondiale contre le Covid-19.

Jeremy Loffredo

Michele Greenstein

A suivre...

Paru sur The Grayzone sous le titre Why the Bill Gates global health empire promises more empire and less public health

Traduction Corinne Autey-Roussel pour Entelekheia

Photo Aamir Mohd Khan / Pixabay

Première partie : <u>L'empire mondial de la santé de Bill Gates promet toujours plus d'empire et moins de santé</u>

Deuxième partie : L'empire mondial de la santé de Bill Gates, deuxième partie

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © Jeremy Loffredo et Michele Greenstein, The Grayzone, 2020

Print

## L'empire mondial de la santé de Bill Gates, dernière partie

Par <u>Jeremy Loffredo</u> et <u>Michele Greenstein</u> Mondialisation.ca, 21 juillet 2020 <u>The Grayzone</u> 8 juillet 2020

Url de l'article:

https://www.mondialisation.ca/lempire-mondial-de-la-sante-de-bill-gates-derniere-partie/5647591

Ceci est la quatrième et dernière partie d'une série.

Dans la <u>première partie</u>, nous apprenons comment la Fondation Bill & Melinda Gates travaille à étendre l'influence de l'industrie pharmaceutique auprès de l'OMS, qu'elle contrôle, et des gouvernements du monde.

Dans la <u>deuxième partie</u>, nous voyons comment la Fondation Bill & Melinda Gates écoule dans les pays pauvres des traitements et des vaccins non approuvés dans les pays développés parce que dangereux, parfois avec des résultats désastreux. Nous verrons aussi que l'annonce de Trump selon laquelle les USA se « retirent » de l'OMS n'est rien d'autre que de la communication à destination de ses électeurs : en fait, les USA continuent de régner sur l'OMS à travers la Fondation Gates et l'agence fédérale américaine USAID.

Dans la <u>troisième partie</u>, nous apprenons que la Fondation Gates travaille à vendre non seulement les traitements et vaccins de l'industrie pharmaceutique, mais aussi des semences OGM, sur lesquelles elle travaille en partenariat avec Monsanto.

Dans cette dernière partie, nous verrons comment la Fondation Gates tente de faire tomber les garde-fous étatiques qui interdisent à l'industrie pharmaceutique occidentale de mettre des produits potentiellement dangereux sur le marché. Nous verrons aussi que l'administration Trump marche main dans la main avec Bill Gates.

#### L'opération Warp Speed vaccine Big Pharma contre les poursuites judiciaires

À la mi-mai, l'administration Trump a dévoilé son nouveau projet de vaccin contre le coronavirus : l'opération Warp Speed. Le président Trump a annoncé le nouveau projet en se vantant de l'assouplissement, par son administration, de « toutes les formalités administratives pour parvenir au lancement le plus rapide, et de loin, d'un essai de vaccin ».

Comme l'administration Trump, Bill Gates plaide pour l'accélération du calendrier d'approbation du vaccin du Covid-19. Il écrit que « les gouvernements devront accélérer leurs processus habituels d'approbation des médicaments afin de fournir rapidement le vaccin à plus de 7 milliards de personnes ». Selon lui, « il n'y a tout simplement pas d'alternative » à ce programme.

En mars dernier, les États-Unis ont <u>adopté</u> une réglementation fédérale accordant une immunité contre d'éventuelles poursuites judiciaires aux firmes produisant des médicaments contre le coronavirus, y compris les vaccins. Ils ont également accordé une immunité à toute entité distribuant ces médicaments.

Avec plus de 100 vaccins du Covid-19 <u>actuellement</u> en cours de développement, cela signifie que ces produits seront indemnisés contre toutes possibilités de poursuites judiciaires, même dans les cas d'effets secondaires nocifs.

Si les fabricants de vaccins sont effectivement exemptés de sanctions légales par les gouvernements du monde, ces entreprises ne sont pas particulièrement incitées à protéger les gens contre d'éventuels effets secondaires nocifs. Comme par le passé, il semble que les citoyens des pays les plus pauvres soient sur le point de devenir des « cobayes pour les fabricants de médicaments ».

Le plaidoyer de Bill Gates pour l'immunité des fabricants de médicaments remonte au moins à 2015, lorsqu'il a déploré, lors de l'épidémie d'Ebola, l'absence de processus clair pour « fournir une exemption de responsabilité légale ». Il a suggéré qu'au cours d'une « épidémie mondiale », les entreprises pharmaceutiques devraient être protégées contre les actions en justice pour « éviter de longs retards ». Aujourd'hui, sa proposition est en train de se concrétiser.

Gates a justifié sa position par le fait que les entreprises devront produire des médicaments le plus rapidement possible pour sauver des vies, et que ces nouveaux médicaments ne seront pas toujours sûrs. « Comprendre la sécurité... est très, très difficile », a-t-il déclaré à CBS. « Il y aura un certain risque et une exemption de responsabilité sera nécessaire avant que l'on puisse décider [de sortir un vaccin] ».

Normalement, un médicament passe par une phase d'expérimentation animale avant d'être testé sur un petit nombre d'humains (phase I), un nombre plus étendu (phase II) et un grand nombre de personnes (phase III). Mais avec le Covid, Gates veut « gagner du temps » en effectuant des tests sur les humains et les animaux en même temps.

Aujourd'hui, les États-Unis « compriment ce qui représente généralement 10 ans de développement de vaccins », selon le directeur de l'Institut national de la santé (NIH).

Cela peut produire des effets dérangeants. D'une part, aucun vaccin efficace contre les coronavirus n'a encore été produit et un nouveau vaccin pourrait déclencher des réactions mortelles. Le <u>Dr Peter Hotez</u>, spécialiste des maladies tropicales, qui a travaillé sur un vaccin raté pour un autre coronavirus (SRAS), a déclaré que lors des tests expérimentaux du médicament, les animaux étaient victimes de ce qu'il appelle « Facilitation de l'infection par des anticorps ». Les animaux qui ont reçu la piqûre ont développé des formes plus graves (et souvent mortelles) du virus par rapport aux animaux non vaccinés.

Hotez <u>a déclaré</u> à Reuters : « La façon de réduire ce risque [pour les humains] est d'abord de démontrer qu'il ne se produit pas chez les animaux de laboratoire. L'expert médical a déclaré qu'il comprenait « l'importance d'accélérer les délais pour les vaccins en général, mais ... ce n'est pas avec ce vaccin qu'on peut se le permettre ».

Sans effectuer la phase initiale de tests sur les animaux normalement requise pour mettre un vaccin sur le marché, une société de biotechnologie nommée Moderna mène actuellement des essais sur l'homme pour son vaccin du Covid-19. Le vaccin de Moderna est de type ARNm, qui n'ont jamais été approuvé par la FDA pour une utilisation sur les humains.

Cette technologie, qui contient des cellules génétiquement modifiées pouvant altérer de façon permanente l'ADN humain, a été développée grâce à des subventions de la Fondation Gates et de l'Agence des projets de recherche avancée de la défense du

Pentagone (DARPA). Moderna affirme avoir une « alliance stratégique » avec la DARPA, qui a donné à la firme 25 millions de dollars au total.

La technologie ARNm de Moderna a été <u>désignée</u> par Bill Gates comme « l'une des options les plus prometteuses pour le COVID ». Gates a même un « <u>accord-cadre</u> de projet de santé mondiale » avec Moderna pour lui donner jusqu'à 100 millions de dollars pour le développement de sa technologie ARNm, en échange de l'obtention de « certaines licences non exclusives ».

Le co-fondateur de Moderna, Robert Langer, s'est associé à Gates dans le passé sur des projets tels que l'implant de micro-puces contraceptives activables sans fil.

Lorsque Moderna a <u>annoncé</u> l'achèvement de la phase 1 de son essai de sécurité le 18 mai, des <u>médias grand public</u> ont salué la <u>« bonne nouvelle »</u> de Moderna. Mais les petits caractères du communiqué ont <u>révélé</u> que trois des 15 participants auxquels on a injecté la plus forte dose du vaccin ont développé des symptômes systémiques de grade trois, que la FDA définit comme « graves », « invalidants » et nécessitant une « hospitalisation », bien que « ne mettant pas immédiatement leur vie en danger ».

Le 15 mai, le président Trump a nommé Moncef Slaoui, un membre du conseil d'administration de Moderna qui, jusqu'au 19 mai, détenait plus de 10,3 millions de dollars d'actions de la firme, comme responsable scientifique de l'effort national pour trouver un vaccin du Covid-19.



Slaoui, <u>qui se dit</u> « engagé dans le capital-risque », <u>fait également partie</u> du conseil d'administration de l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI), une organisation de « partenariats public-privé » qui a reçu plus de 359 millions de dollars de la Fondation Gates.

Slaoui a également occupé des postes de direction chez GlaxoSmithKline (GSK). Alors qu'il dirigeait la recherche et le développement de l'entreprise, GSK a plaidé coupable et versé <u>3 milliards de dollars</u> dans ce que le Département américain de la justice a qualifié de « plus forte somme versée en dommages-intérêts après une fraude dans le domaine de la santé de l'histoire des États-Unis ». La fraude comprenait la dissimulation du lien entre un médicament, le Paxil et des effets secondaires de dépression et idées suicidaires (principalement chez les enfants), la dissimulation du lien entre un médicament, l'Avandia et des effets secondaires sur le cœur, qui, selon la FDA, ont entraîné 83 000 crises cardiaques, ainsi que plusieurs accusations de corruption et de pots-de-vin illégaux.

Alors qu'il était président de GSK chargé des vaccins, M. Slaoui a supervisé le développement du vaccin contre la grippe porcine appelé Pandemrix, qui a été mis sur le marché sans avoir été testé correctement lors de l'épidémie de grippe porcine. Le résultat a été un vaccin dangereux qui a causé des <u>lésions cérébrales</u> chez au moins 800 personnes, dont 80 % d'enfants. Comme GSK n'a <u>accepté</u>de fournir le vaccin aux gouvernements qu'à la condition d'être dégagé de toute responsabilité légale, l'argent des contribuables britanniques <u>a été utilisé</u> pour payer des millions de livres sterling en compensation aux victimes.

Slaoui a été engagé pour être le « tsar du vaccin » de l'administration Trump en tant qu'entrepreneur privé, et non en tant qu'employé du gouvernement. Cela signifie, comme <u>l'explique</u> Public Citizen, que Slaoui peut « maintenir un vaste réseau d'intérêts financiers conflictuels sans avoir besoin de se défaire de ces intérêts, de se récuser ou même de les divulguer ».

Les médias grand public aiment à dépeindre la réponse au Covid-19 comme un bras de fer entre des fanfarons anti-science comme Donald Trump et des « champions de la science » comme Bill Gates. Cependant, la nomination de Slaoui à la codirection de <u>l'opération « Warp Speed »</u> indique qu'ici, l'administration Trump et la Fondation Gates font partie de la même équipe.

Après être entré dans son nouveau rôle dans l'administration Trump, Slaoui a <u>déclaré</u> que les données des essais cliniques de Moderna lui donnaient assez confiance pour annoncer, « nous serons en mesure de fournir quelques centaines de millions de doses de vaccin d'ici la fin de 2020 ».

Bien que le gouvernement américain ait <u>choisi Moderna</u> comme l'un des cinq « finalistes » de son vaccin contre le coronavirus, les mesures financières prises par certains dirigeants de l'entreprise laissent penser que les beaux jours de Moderna sont peut-être derrière elle

Selon <u>des documents</u> déposés auprès de l'U.S. Securities and Exchange Commission (SEC), le directeur financier de la société, Lorence Kim, a vendu 214 000 actions de Moderna le jour du communiqué de presse, réalisant immédiatement un bénéfice de plus de 16 millions de dollars.

Thomas Lys, professeur de comptabilité à l'université Northwestern, a été <u>cité par Stat News</u> déclarant que cela pourrait simplement être une décision financière de Moderna pour obtenir des liquidités, mais qu' « il y a toujours une autre possibilité – que ces gars savent en fait que tout cela est bidon et qu'ils vendent pendant que l'action est encore à bon prix ».

Le médecin en chef Tal Zaks, qui détenait près de 100 000 actions de Moderna au début de l'année, a commencé à vendre des actions quelques jours avant que Moderna n'annonce que son vaccin était prêt à être testé sur l'homme, avec un profit de plus de 18 millions de dollars en 2020. Il n'en possède plus aucune action.

Une réserve centralisée pour « rendre l'OMS dépendante du bon vouloir des grandes entreprises pharmaceutiques ».

En octobre 2019, le Johns Hopkins Center for Health Security a organisé <u>l' « Event 201 »</u> [\*] en partenariat avec le Forum économique mondial et la Fondation Gates.

Un ancien membre du Comité directeur du Johns Hopkins Center for Health Security [Robert Kadlec] est maintenant chef de la réserve de médicaments de l'administration Trump, et le <u>PDG</u> de Johns Hopkins Medicine fait également partie du conseil d'administration de la société pharmaceutique <u>Merck.</u>

L'Event 201 était un exercice de simulation d'une pandémie à nouveau coronavirus. Des représentants du Conseil national de sécurité des États-Unis y ont participé, ainsi que des dirigeants de sociétés pharmaceutiques comme Johnson & Johnson.

Si les similitudes entre la simulation de l'épidémie et la véritable épidémie ont suscité des théories infondées sur la <u>« prédiction »</u> du COVID 19 par Bill Gates, il est indéniable que les propositions politiques qui ont émergé de l'exercice sont mises en œuvre aujourd'hui.



À la suite de la simulation, complétée par des <u>conférences de presse simulées</u> d'un réalisme effrayant et des bulletins d'information diffusés par un réseau appelé GNN, les trois organisations ont <u>émis</u>des recommandations pour faire face à une « grave pandémie ». L'une des recommandations était de disposer d'une « solide réserve internationale » de mesures médicales telles que des vaccins.



Au cours de la simulation, le président de la Fondation Gates pour la santé mondiale, <u>Chris Elias</u>, a insisté sur la nécessité de constituer une réserve de ce type. Il a <u>expliqué</u> qu' « un stock mondial contribuerait certainement à assurer une répartition rationnelle et stratégique », mais qu'une collaboration entre l'OMS et le secteur privé est nécessaire pour en assurer l'efficacité.

D'un point de vue objectif, un stock centralisé de mesures médicales peut être utile en cas de crise sanitaire. Mais la question de savoir qui la contrôle et la distribue soulève des problèmes importants.

Le Dr David Legge a déclaré à Grayzone que la suggestion d'Elias augmenterait encore l'influence des sociétés pharmaceutiques à but lucratif, car « sans aucun doute, un partenariat public-privé axé sur l'approvisionnement et la distribution impliquerait les grandes sociétés pharmaceutiques et rendrait l'OMS dépendante du bon vouloir de ces dernières ».

Gates pourrait faire valoir que le contrôle et la distribution de ces stocks devraient également être influencés par des institutions occidentales comme l'OTAN. En 2015, il a écrit qu'en cas de « grave épidémie », « une institution mondiale pourrait être habilitée et financée pour coordonner le système [de réponse à l'épidémie] », qu'il devrait y avoir une discussion sur le partage des pouvoirs entre l'OMS et « d'autres (y compris la Banque mondiale et les pays du G7) », et que « le débat devrait inclure des alliances militaires comme l'OTAN ».

Gates a également <u>soutenu</u> que « les pays à faible revenu devraient être parmi les premiers à recevoir » le vaccin du Covid-19. Si l'OTAN joue un rôle dans le contrôle et la distribution des vaccins, cette aide pourrait être utilisée pour faire progresser les programmes militaires occidentaux, étant donné que ces « aides » ont été utilisées dans le passé lors d'interventions humanitaires.

Gates a quasiment monopolisé le domaine de la politique de santé publique, tant au niveau national qu'international. « Fauci et moi sommes en contact permanent », a-t-il proclamé, en référence au visage de la réponse américaine au Covid, le directeur de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses, Anthony Fauci.

Dans le même temps, le méga-milliardaire <u>s'entretient</u> apparemment « tous les jours » avec des PDG de sociétés pharmaceutiques et des chefs de gouvernements.

En entretenant des relations avec des organisations gouvernementales et le secteur privé à but lucratif, la Fondation Gates est peut-être devenue l'acteur le plus influent de la réponse mondiale au Covid-19. Ainsi, si le travail de la fondation a favorisé les multinationales occidentales aux dépens de la santé publique dans le passé, comment s'attendre à un résultat différent cette fois-ci?

#### L'histoire se répète

Au début juillet, l'Associated Press a <u>rapporté</u> que des Sud-Africains s'étaient réunis à Johannesburg pour protester contre l'essai clinique de phase III d'AstraZeneca en Afrique. La Fondation Gates a versé <u>750 millions de dollars</u> à cet effort de vaccination le mois dernier, et les manifestants ont été photographiés tenant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « Nous ne sommes pas des cobayes » et « Non au poison de Gates ».

L'organisateur de la manifestation, Phapano Phasha, a déclaré à l'AP que des groupes vulnérables étaient manipulés pour qu'ils participent à l'essai sans possibilité de choix éclairé. « Je crois en la science », a déclaré Phasha. « Je ne suis pas contre les vaccins, ie suis contre le profit. »

Les rapports indiquent que les vaccins de Moderna et d'AstraZeneca pourraient être disponibles pour une distribution publique d'ici la fin 2020.

The Grayzone a contacté la Fondation Bill & Melinda Gates, l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI) et le Programme pour les technologies appropriées dans le domaine de la santé (PATH) pour leur demander de commenter cet article, et n'a pas encore reçu de réponse.

Jeremy Loffredo Michele Greenstein

Paru sur The Grayzone sous le titre Why the Bill Gates global health empire promises more empire and less public health, le 8 juillet 2020

Traduction Corinne Autey-Roussel pour Entelekheia Illustration Miguel Á. Padriñán / Pixabay

[\*] Note de la traduction: voir l'article de Cory Morningstar en français, <u>Event 201, la simulation prophétique de pandémie à coronavirus du Forum économique mondial</u>

**Jeremy Loffredo** est un journaliste basé à Washington D.C. Il a travaillé sur divers documentaires indépendants à New York et a participé à la production de plusieurs programmes d'information internationaux. Il prépare actuellement un documentaire sur le Green New Deal que vous pouvez soutenir à l'adresse <a href="https://www.gofundme.com/f/the-green-new-deal-explained-for-real">https://www.gofundme.com/f/the-green-new-deal-explained-for-real</a>

**Michele Greenstein** est une journaliste basée à Washington D.C. Ancienne correspondante de RT America, elle a produit une série sur la guerre technologique entre les États-Unis et la Chine et un documentaire de terrain sur le mouvement anti-gouvernemental de 2019 à Hong Kong.

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © Jeremy Loffredo et Michele Greenstein, The Grayzone, 2020